

TERMINALE / CHAPITRE 23 : LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Communiqué ALERTE SANITAIRE

Signalement de cas de listériose : retrait et rappel de langue de porc en gelée

Huit personnes atteintes de listériose, infectées par la même souche de listeria, ont été identifiées par le Centre national de référence (CNR) des listeria. Les investigations menées par Santé publique France et les services de la Direction générale de l'alimentation suggèrent un lien entre consommation de langue de porc en gelée (ou de préparation à base de langue de porc en gelée) fabriquée par l'établissement Tradival (45) et certaines personnes malades.

À titre de précaution, compte tenu des résultats des investigations, Tradival (FR 45-147-004 CE), en lien avec les autorités sanitaires, procède donc ce jour au retrait de la vente et à un rappel de tous les lots de langue de porc en gelée, quelle que soit la date limite de consommation. La production de langue en gelée dans l'atelier de transformation de cet établissement est à l'arrêt jusqu'à nouvel ordre. Ces produits sont commercialisés au rayon traditionnel des supermarchés et hypermarchés (GMS) et par les bouchers détaillants sur tout le territoire français et sont identifiables par le numéro d'agrément (FR 45-147-004-CE) apposé sur l'emballage.

Source : agriculture.gouv.fr, 20/11/2019.

1. Formuler le problème posé dans la situation. ... / 2
2. Identifier les éléments de la situation. ... / 4

Quoi ? Quel est le produit alimentaire en cause ?	.....
Qui ? Quelles sont les deux autorités sanitaires mobilisées ?	.....
Où ? Où le produit alimentaire est-il commercialisé ?	.....
Quand ? À quel moment l'alerte sanitaire a-t-elle été déclenchée ?	.....
Comment ? Comment le produit contaminé est-il identifiable ?	.....
Pourquoi ? Pourquoi l'alerte sanitaire a-t-elle été déclenchée ?	.....

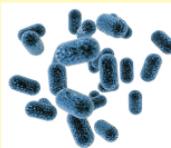
3. À partir de la situation, nommer le critère de la qualité sanitaire des aliments qui n'a pas été respecté par l'établissement Tradival et justifier. ... / 2

4. À partir du document A, indiquer : ... / 3

- la température à laquelle la bactérie est détruite :
- la température optimale de croissance de la bactérie :

DOC A *Listeria monocytogenes* : une bactérie bien armée

C'est une bactérie très résistante aux conditions extérieures et sa température optimale de croissance se situe entre + 30 et + 37 °C. Sensible à la chaleur, elle est détruite après une cuisson de 30 minutes à + 60 °C. Capable de se multiplier à basse température, elle peut proliférer dans les réfrigérateurs. De plus, elle supporte les milieux salés (saumures) et acides. Sensible à la chaleur, elle est en revanche absente des aliments cuits et des conserves, mais une contamination peut intervenir après la cuisson.



5. À partir des documents A et B, expliquer pourquoi les aliments qui sont légèrement contaminés par la bactérie listéria peuvent devenir très contaminés alors qu'ils sont au réfrigérateur. ... / 2

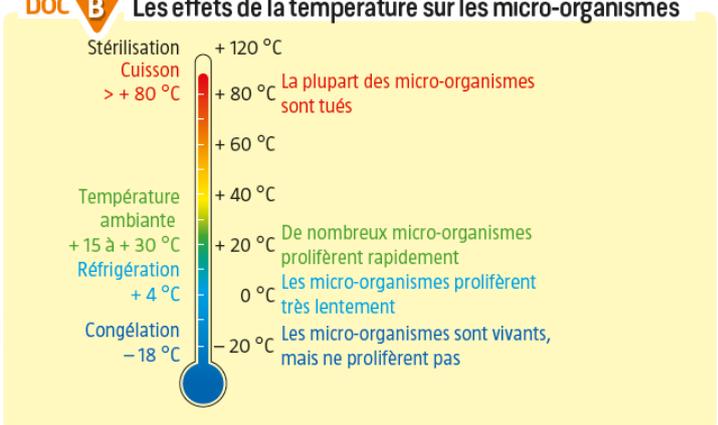
6. Relever, sur l'étiquette du produit alimentaire, les deux informations à respecter par le consommateur pour maintenir la qualité microbiologique des aliments jusqu'à leur consommation et justifier à l'aide du document B. ... / 4

Étiquette alimentaire de langue de porc en gelée



Poids : 180 g.
Numéro de lot : 29019905
Numéro d'agrément sanitaire :
FR 45-147-004-CE
À conserver entre 0 °C et + 4 °C
À consommer jusqu'au
20/01/2021

DOC B Les effets de la température sur les micro-organismes



Température	Effet sur les micro-organismes
Stérilisation Cuisson > + 80 °C	La plupart des micro-organismes sont tués
Température ambiante + 15 à + 30 °C	De nombreux micro-organismes prolifèrent rapidement
Réfrigération + 4 °C	Les micro-organismes prolifèrent très lentement
Congélation - 18 °C	Les micro-organismes sont vivants, mais ne prolifèrent pas

7. Indiquer les mesures mises en place par les autorités sanitaires dans la situation d'introduction. ... / 3

TERMINALE / CHAPITRE 24 : LES RESSOURCES EN ÉNERGIE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Nos modes de vie nous conduisent à nous déplacer de plus en plus et contribuent à une augmentation de consommation d'énergie et de la pollution.

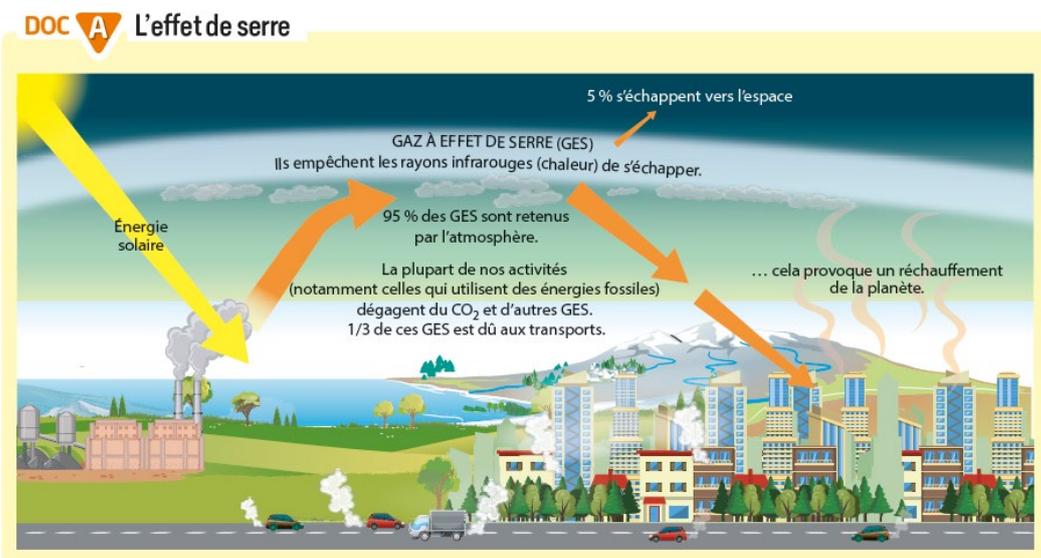
On fait de plus en plus de kilomètres pour partir en vacances, en week-end et pour le travail. Les Français actifs passent ainsi beaucoup de temps dans les transports et 70 % des trajets domicile-travail se font seuls en voiture. Avec l'étalement des villes, la dépendance à la voiture s'est renforcée dans les territoires peu ou mal desservis par les transports publics. Les distances parcourues se sont allongées et les voitures se multiplient sur les routes, malgré des axes saturés et des temps de trajets quotidiens qui augmentent. Les ventes de voitures ont d'ailleurs bondi de 2,7 % en 2017. Tous ces déplacements nécessitent de brûler du carburant (essence, diesel, kérosène...) et émettent des gaz à effet de serre, ainsi que des polluants atmosphériques. Pour ne rien arranger, nous utilisons des véhicules toujours plus lourds et plus puissants [...].

Source : Ademe, « La mobilité en 10 questions », septembre 2019.

1. Formuler le problème posé dans la situation. ... / 1
2. Renseigner le tableau. ... / 4

Quoi ? Quelle est l'origine du problème ?	..... ..... .....
Qui ? Qui est concerné ?	.....
Quand ? Quand le problème se pose-t-il ?	.....
Pourquoi ? Pourquoi est-il important de se préoccuper de ce problème ?	..... ..... .....

3. À partir du document A,
- 3.1 Préciser la part des gaz à effet de serre due aux transports. ... / 2
- 3.2 Nommer le principal gaz à effet de serre produit par les véhicules. ... / 2
- 3.3 Expliquer pourquoi les transports contribuent à amplifier l'effet de serre. ... / 3
- 3.4 Indiquer la conséquence de l'amplification de l'effet de serre. ... / 2



4. À partir du document B, repérer deux mesures mises en place au niveau collectif pour limiter la consommation d'énergie et réduire les émissions de GES liés aux déplacements. ... / 3

DOC B Des solutions trouvées par l'État pour lutter contre la pollution

• Le **bonus écologique** est une aide financière versée par l'État pour l'acquisition d'un véhicule électrique, donc possédant un taux nul d'émission de gaz. À l'inverse, une **taxe malus** est appliquée sur les véhicules polluants. Elle est calculée en fonction du nombre de grammes de dioxyde de carbone (CO₂) émis par kilomètre.

• La **taxe carbone** est une taxe instaurée par l'État pour décourager les automobilistes à acheter des véhicules émetteurs de dioxyde de carbone. La taxe a donc pour but de faire augmenter le coût de l'essence, du gasoil et du gaz, pour encourager les citoyens à opter pour les voitures électriques.

5. Proposer trois mesures individuelles qui permettent de réduire la consommation d'énergie et réduire les émissions de GES liées aux déplacements. ... / 3

TERMINALE / CHAPITRE 25 : LE SUIVI DE LA SANTÉ AU TRAVAIL

Refus de vaccination

Dans une affaire récente, la Cour de cassation a confirmé le licenciement d'un salarié des pompes funèbres qui refusait une vaccination obligatoire contre l'hépatite B prescrite par le médecin du travail. Malgré la demande réitérée de l'employeur, le salarié persistait dans son refus et invoquait le risque de développer une sclérose en plaques.

Licencié pour cause réelle et sérieuse peu de temps après, le salarié contestait le bien-fondé de son licenciement.

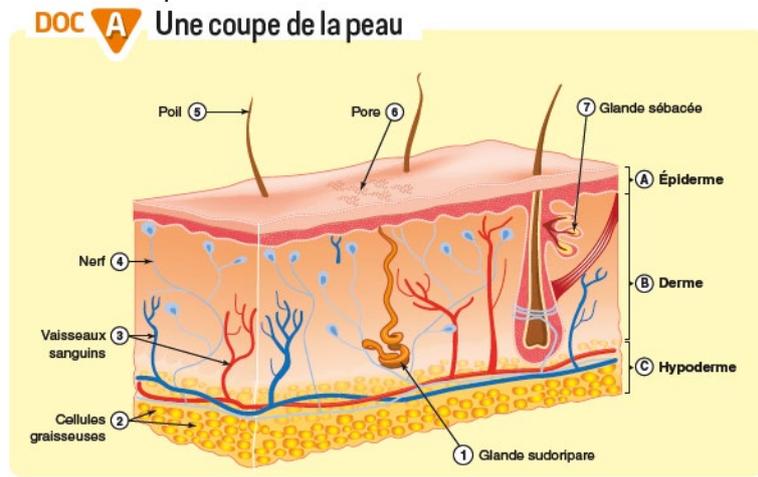
Pour la Cour de cassation, dès lors que la réglementation applicable à l'entreprise impose la vaccination des salariés exerçant des fonctions les exposant au risque de la maladie considérée et que le médecin du travail a prescrit cette vaccination, le salarié ne peut pas s'y opposer, sauf contre-indication médicale justifiée. Le salarié refusant d'être vacciné s'expose à un licenciement pour cause réelle et sérieuse.

Source : Anceam, « Licenciement d'un salarié suite à un refus de vaccination ».

1. Formuler le problème posé dans la situation. ... / 2
2. Identifier les éléments de la situation. ... / 3

Quoi ? Quelle est l'origine du problème ?	..... .....
Qui ? Quelle est la personne concernée ?	..... .....
Où ? Dans quelle entreprise travaille cette personne ?	..... .....
Pourquoi ? Pourquoi le problème se pose-t-il ?	..... .....

3. À partir du document A, indiquer comment la peau, première ligne de défense contre les micro-organismes, assure : ... / 3
 - la barrière mécanique :
 - la barrière chimique :

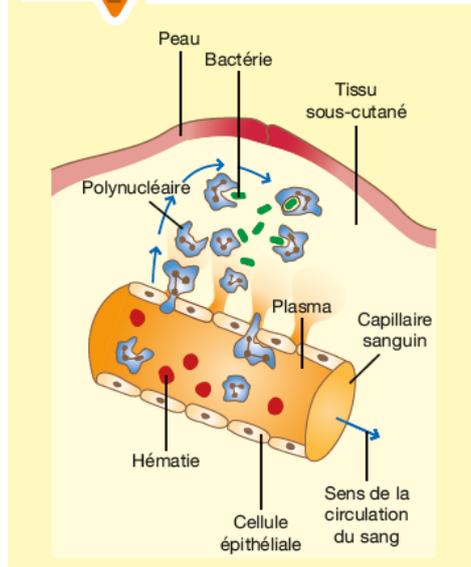


4. À partir du document B, ... / 3
 - 4.1 Citer les quatre signes de la réaction inflammatoire locale.

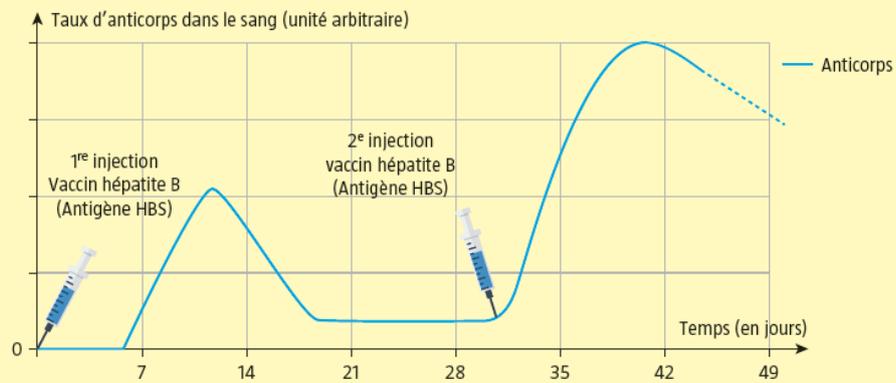
4.2 Nommer le mécanisme par lequel certains globules blancs englobent, absorbent et digèrent les micro-organismes.

5. À partir du document C, indiquer la raison pour laquelle un individu vacciné est protégé. ... / 3

DOC B La réaction inflammatoire



DOC C L'évolution de la quantité d'anticorps contre l'hépatite B après deux injections



6. Indiquer l'intérêt de la vaccination pour la collectivité. ... / 3

TERMINALE / CHAPITRE 26 : LA DÉCLARATION ET LA RÉPARATION DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ET DES MALADIES PROFESSIONNELLES

Arthur, salarié d'un garage automobile, a été victime d'un accident du travail le 4 janvier à 11 h 30. Il a glissé dans l'eau savonneuse présente sur le sol suite au lavage d'un véhicule dans un endroit non aménagé à cet effet. Suite à ses blessures (contusions, fracture), le médecin lui a prescrit un arrêt de travail de 42 jours. Arthur est très en colère car ce risque a été signalé par le Comité social et économique à deux reprises. Il s'interroge sur les démarches à engager pour faire reconnaître la faute inexcusable de son employeur.



1. Formuler le problème posé dans la situation. ... / 1
2. Renseigner le tableau. ... / 3

Quoi ? Que s'est-il passé ?	.....
Qui ? Qui est concerné ?	.....
Où ? Où cela se passe-t-il ?	.....
Quand ? Quand cela s'est-il passé ?	.....
Comment ? De quelle manière cela s'est-il passé ?	.....
Pourquoi ? Pourquoi le problème se pose-t-il ?	.....

3. Justifier pourquoi cet accident peut être reconnu comme accident du travail. ... / 4
4. À partir du document A,
 - 4.1 Indiquer les démarches à effectuer par la victime (Arthur). ... / 3
 - 4.2 Calculer les indemnités journalières perçues par Arthur durant son arrêt, sachant que son salaire journalier s'élève à 65 euros. ... / 2
5. Arthur souhaite engager la faute inexcusable de l'employeur. À partir du document B,
 - 5.1 Indiquer la démarche qu'il doit effectuer. ... / 3
 - 5.2 Justifier pourquoi, dans le cas de la situation d'accident d'Arthur, la faute inexcusable peut être acquise de droit. ... / 2
 - 5.3 Préciser l'intérêt pour Arthur de faire reconnaître la faute inexcusable de l'employeur. ... / 2

DOC A Démarches en cas d'AT



- **Je déclare mon accident**
– Je préviens rapidement mon employeur de mon accident, en précisant les circonstances et l'identité du ou des témoin(s) éventuel(s).
– J'envoie le « certificat médical initial » remis par mon médecin après mon accident à ma Caisse d'assurance maladie.



• Le versement d'indemnités journalières

En cas d'arrêt de travail et si je remplis certaines conditions, l'Assurance maladie peut me verser des indemnités.

Je bénéficie de ces indemnités journalières pour tous les jours de la semaine (samedi, dimanche et jours fériés compris) et ce dès le lendemain de mon accident et jusqu'à ma guérison. Le salaire du jour de l'accident reste à la charge de mon employeur, sauf convention collective particulière.

→ Les indemnités journalières sont calculées à partir de mon dernier salaire brut :



DOC B La faute inexcusable

C'est à la victime ou ses ayants droit d'apporter une **preuve du lien** entre le dommage subi et le manquement de l'employeur à ses obligations en matière de prévention. La faute inexcusable peut également être **acquise de droit ou présumée acquise** :

1. lorsque la victime de l'accident ou un représentant du CSE avait préalablement signalé à l'employeur le risque qui s'est matérialisé (art. L. 413-4 du Code du travail) ;
2. lorsque la victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle est un travailleur intérimaire, ou titulaire d'un CDD, ou un stagiaire affecté à un poste de travail présentant des risques particuliers sans avoir bénéficié au préalable d'une formation renforcée à la sécurité (art. L. 4154-3 du Code du travail). Lorsque la faute inexcusable de l'employeur est reconnue, la victime obtient une indemnisation complémentaire (rente complémentaire, dommages et

intérêts), outre les prestations auxquelles elle avait déjà droit en application du Code de la Sécurité sociale.

Le salarié souhaitant faire reconnaître la faute inexcusable de son employeur adresse une demande à la caisse de Sécurité sociale dont il dépend, et dispose pour cela d'un délai de prescription de deux ans. La caisse propose tout d'abord une conciliation entre l'employeur et son salarié. En cas d'échec, le salarié doit saisir le tribunal des affaires de la Sécurité sociale (TASS) de sa demande de reconnaissance de la faute inexcusable.

Afin de voir écartée sa faute inexcusable, l'employeur doit apporter la preuve qu'il ne pouvait pas avoir conscience du risque, ou qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour préserver la santé et la sécurité des salariés.

Source : Fiche prévention de l'OPPBTP, A1F, 13-18/03/2018.

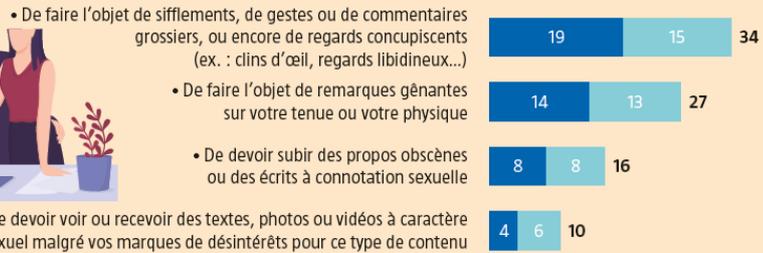
TERMINALE / CHAPITRE 27 : LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX

L'exposition personnelle à des situations de harcèlement sur son lieu de travail

Base pour l'enquête : femmes âgées de 15 ans et plus ayant déjà travaillé au cours de leur vie (92 %)

Question : au cours de votre vie professionnelle, vous est-il arrivé sur votre lieu de travail... ?

Harcèlement verbal ou visuel



Harcèlement physique

- De vous voir imposer des contacts physiques légers comme par exemple un effleurement des mains, des cheveux, du visage ou des jambes 24

■ Oui, de façon répétée
 ■ Oui, mais à une seule reprise
 Total « En a été victime au moins une fois »

Source de l'enquête : étude Ifop pour VieHealthy.com réalisée par questionnaire auto-administré en ligne du 26 au 29 janvier 2018 auprès d'un échantillon de 2 008 femmes.

1. Formuler le problème posé dans la situation. ... / 2
2. Identifier les éléments de la situation. ... / 8

Quoi ? Quelle est la nature du problème ?	..... ..... .....
Qui ? Quelles sont les personnes concernées par le problème ?	..... ..... .....
Où ? Où se situe le problème ?	..... ..... .....
Comment ? Comment se manifeste le problème ?	..... ..... ..... ..... .....
Pourquoi ? Pourquoi est-ce important de régler le problème ?	..... ..... .....

3. À l'aide du document A, renseigner le tableau. ... / 3

Léo, serveur dans une pizzeria, en CDD	Facteurs à l'origine des RPS
« Le midi, je dois servir rapidement de nombreux clients, car ils disposent de peu de temps pour déjeuner. »
« Je dois rester calme et disponible malgré le mécontentement et l'agressivité de certains clients. »

DOC A Les catégories de facteurs de risques psychosociaux (RPS)



4. À partir du document B, identifier les principales conséquences des RPS sur la santé. ... / 5

Atteinte à l'intégrité physique	Atteinte à l'intégrité mentale
.....
.....
.....

5. À partir de la situation d'introduction, proposer trois mesures de prévention. ... / 3

DOC B Les conséquences des RPS



TERMINALE / CHAPITRE 28 : LES RISQUES LIÉS À L'ACTIVITÉ PHYSIQUE

Les TMS en entreprise

Les TMS sont des maladies qui affectent les muscles, les tendons et les nerfs.

87 % des maladies professionnelles reconnues sont des TMS.

20 % des accidents du travail sont liés au mal de dos.

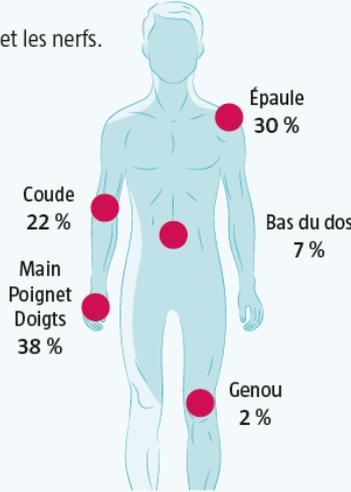
Quelles conséquences pour les salariés ?



La lombalgie représente **la première** cause d'inaptitude avant 45 ans.

45 %

des TMS entraînent des séquelles lourdes (incapacités permanentes).

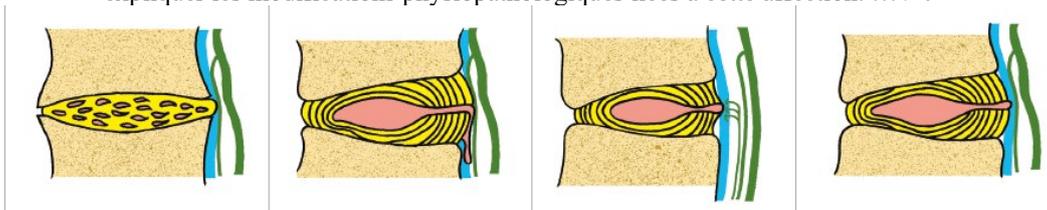


Les parties du corps les plus touchées

1. Formuler le problème posé dans la situation. ... / 2
2. Identifier les éléments de la situation. ... / 4

Qui ? Qui sont les victimes ?	.....
Où ? Où a lieu le problème ?	.....
Comment ? Quelles sont les trois parties du corps les plus touchées ?	..... ..... .....
Pourquoi ? Pourquoi faut-il régler le problème ?	..... ..... .....

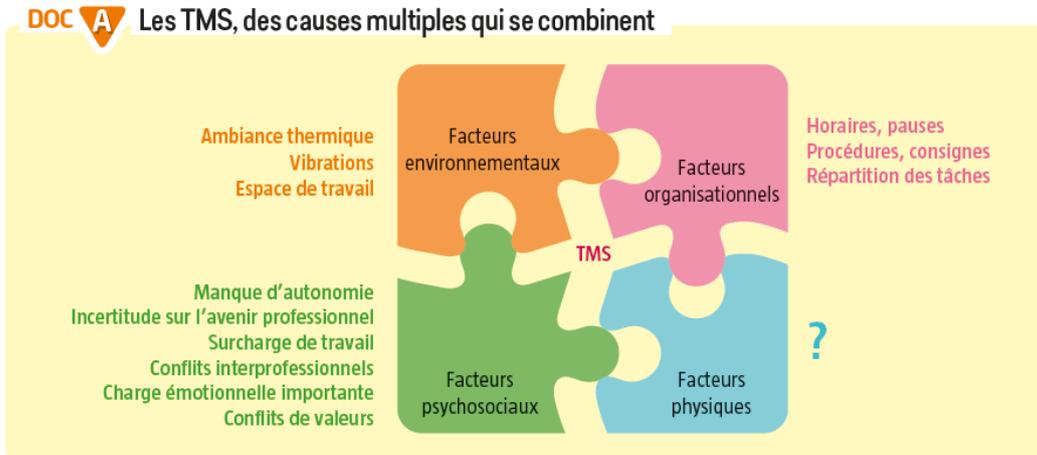
3. Le lumbago est une lombalgie aiguë. Entourer le schéma correspondant à celui-ci et expliquer les modifications physiopathologiques liées à cette affection. ... / 4



4. Le lumbago aigu peut être occasionné par le port de charges, renseigner le tableau. ... / 3

Type de prévention	Un exemple de mesure de prévention
Prévention visant à supprimer ou réduire le risque
Protection collective
Formation et Information

5. À partir du document A, lister trois facteurs physiques favorisant l'apparition de TMS.
 ... / 4



6. À partir du document A, proposer une mesure de prévention pour chaque facteur responsable de l'apparition des TMS. ... / 4

Facteurs environnementaux	...............
Facteurs psychosociaux	...............
Facteurs organisationnels	...............
Facteurs physiques	...............

TERMINALE / CHAPITRE 29 : L'ANALYSE D'UNE SITUATION DE TRAVAIL

Florian, 28 ans, 1 m 87, titulaire d'un bac pro Boucher-charcutier-traiteur, est salarié depuis trois ans au poste de découpe de viandes dans une entreprise industrielle du secteur agro-alimentaire. Il travaille du lundi au vendredi de 6 h à 14 h et dispose d'une pause déjeuner de 1 heure. Le travail prescrit consiste à dénervé et parer* des morceaux de bœuf.

Son travail se déroule de la façon suivante : il saisit le morceau de viande de bœuf à l'aide de sa main droite, bras droit tendu à l'horizontal sur la ligne automatisée de cheminement de la viande. Puis il le pose sur la table de découpe par une flexion du bras droit et le maintient avec sa main gauche à plat dos courbé. Une rotation du buste lui permet de prendre, de la main droite, un couteau avec lequel il retire les parties grasses et les nerfs en effectuant des mouvements du poignet, du bras et de l'épaule, dos courbé. Il jette les déchets à l'aide de sa main gauche en effectuant un mouvement de va-et-vient du poignet.



* Parer la viande consiste à enlever les parties inutiles de la viande (peau, graisse...).

1. À l'aide des informations données dans la situation, compléter, sur la page suivante, le schéma de compréhension de la situation de travail de Florian. ... / 13
2. À partir de l'effet « Douleurs au membre supérieur droit », tracer sur le schéma de compréhension les liens de causalité qui existent entre cet effet et les déterminants *via* le travail réel. ... / 4
3. À l'aide du document A, proposer des mesures de prévention pour la situation de travail de Florian. ... / 3

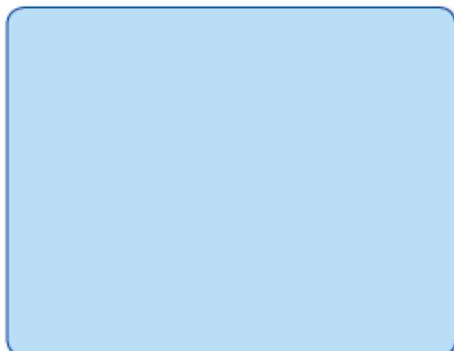
	Type de prévention		Mesures de prévention
Du plus efficace au moins efficace	Prévention visant à	supprimer le risque	
		réduire le risque	
	Protection	collective	
		individuelle	
Formation et information			

LE SCHÉMA DE COMPRÉHENSION DE LA SITUATION DE TRAVAIL DE FLORIAN

(correspond aux composantes de la situation de travail étudiée)

DÉTERMINANTS OPÉRATEUR

(ce qui caractérise l'opérateur)



DÉTERMINANTS ENTREPRISE

(ce que l'entreprise met à disposition de l'opérateur)

- Température ambiante maximale de 12 °C.

TRAVAIL PRESCRIT

(ce que l'entreprise demande à l'opérateur)



TRAVAIL RÉEL

(ce que réalise l'opérateur)

Tâches réelles (ensemble des actions sur les objets et l'environnement)

Activités réelles (ensemble des actions physiques et mentales pour réaliser les tâches réelles)

EFFETS SUR L'OPÉRATEUR

(ce que le travail réel peut provoquer – positif ou négatif – sur l'opérateur)

- Douleurs au membre supérieur droit (épaule, bras, poignet et main).
- Douleurs au dos.

EFFETS SUR L'ENTREPRISE

(ce que le travail réel apporte – positif ou négatif – à l'entreprise)

- Risque d'augmentation des arrêts de travail.
- Baisse du rendement.

DOC A Des exemples de mesures de prévention des risques liées au métier de boucher

- Aide mécanique à la manutention.
- Ergonomie du poste et/ou organisation du travail.
- Ventilation efficace des locaux.
- Formation PRAP.
- Panneaux de sensibilisation.
- Sol antidérapant.
- Rotation des postes.
- Local correctement chauffé et boissons chaudes pour le personnel exposé au froid.
- Utilisation de couteaux bien aiguisés.
- EPI adaptés (gants antiperforation, en cotte de mailles et protège-bras...).

TERMINALE / CHAPITRE 30 : L'ÉGALITÉ DE TRAITEMENT AU TRAVAIL

[...] Les inégalités femmes/hommes persistent dans le monde du travail : les femmes qui travaillent sont près de quatre fois plus souvent à temps partiel que les hommes [...] ; une femme gagne en moyenne 24 % de moins qu'un homme [...].

La maison Chancerelle, la plus ancienne conserverie de sardines au monde encore en activité établie à Douarnenez [...], s'est engagée dans une démarche volontariste d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ses dirigeants ont notamment signé en janvier 2019 un accord portant sur quatre domaines d'action : les conditions d'accès à l'emploi et mixité, les conditions d'accès à la formation professionnelle, l'articulation vie privée et vie professionnelle et la rémunération.

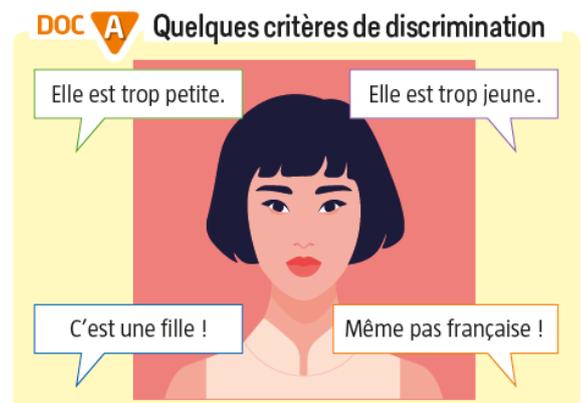
Le préfet du Finistère, Pascal Lelarge, a visité ce matin l'usine de sardines de la maison Chancerelle. Il a ainsi pu constater la qualité du travail mené par l'entreprise dans le domaine de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, et la volonté de cette société de maintenir les efforts dans cette voie.

Source : www.finistere.gouv.fr/Actualites/Egalite-professionnelle-entre-les-femmes-et-les-hommes

1. Formuler le problème posé dans la situation. ... / 1
2. Identifier les éléments de la situation. ... / 6

Quoi ? Quelle est l'origine du problème ?	..... ..... .....
Qui ? Qui est concernée par le problème ?	..... .....
Où ? Où se situe le problème ?	.....
Quand ? À quel moment se pose le problème ?	.....
Comment ? De quelle manière l'entreprise gère-t-elle le problème ?	..... ..... .....
Pourquoi ? Pourquoi est-ce important de régler le problème ?	..... .....

3. À partir du document A, ... / 5
 - 3.1 Nommer quatre catégories de discrimination au travail.
 - 3.2 Indiquer le public le plus exposé à la discrimination au travail.
4. À partir du document B, relever l'interlocuteur sollicité pour gérer ce cas de discrimination au travail. ... / 1
5. Surligner dans le document B,
 - en bleu, le motif du recours ;
 - en vert, la réponse proposée par le Défenseur des droits. ... / 2



DOC B Un exemple de recours

Le Défenseur des droits a été saisi d'une réclamation par une fonctionnaire territoriale détachée auprès d'une commune qui se plaint du fait que celle-ci ait rendu un avis défavorable à son avancement pour l'année 2017 fondé sur l'impossibilité d'apprécier ses mérites professionnels en raison de son absence pour congé maladie. L'enquête conduite par le Défenseur des droits montre que la commune disposait d'éléments

objectifs pour se prononcer sur la demande de promotion de l'intéressée. [...] Cet avis défavorable n'est pas justifié par les appréciations figurant sur le compte rendu de l'entretien professionnel établi par la commune pour 2016. [...] Le Défenseur des droits recommande à la commune de procéder à la réparation des préjudices subis par l'intéressée dès lors qu'elle a perdu une chance d'être promue.

Source : <https://juridique.defenseurdesdroits.fr>

6. Citer un interlocuteur interne à l'entreprise que peut solliciter un(e) salarié(e) victime de discrimination au travail. ... / 1

7. Justifier les quatre domaines d'action proposés dans la situation d'introduction. ... / 4

Quatre domaines d'action	Justifications
Les conditions d'accès à l'emploi et mixité.
Les conditions d'accès à la formation professionnelle.
L'articulation vie privée et vie professionnelle.
La rémunération.